

Centre Social

MONTBRISON

LE MONDE ASSOCIATIF, SON HISTOIRE ET LES ÉVOLUTIONS ACTUELLES

Jacques ION

Sociologue, chercheur au CRESAL-CNRS
(Conférence au Centre Social du 7 décembre 2004)

Les travaux de Jacques Ion s'articulent autour d'une question : comment la société tient-elle ? Quand ça marche, c'est le milieu associatif qui sert à faire du lien. Quand ça ne marche pas, c'est le travail social qui prend le relais. Ce qui donne deux domaines de recherche : les associations (comment et pourquoi on s'associe ?) et le travail social.

Introduction

Dans la semaine qui vient de passer, l'association était en tête dans la presse : Le Monde le 30 novembre, Libération, aujourd'hui. Il y a d'ailleurs beaucoup de bêtises dans ces articles. On y reviendra.

Cette intervention sera découpée en quatre temps :

- De quoi parle-t-on ?
- Qui s'associe ?
- Pourquoi fait-on de plus en plus d'associations ?
- Comment s'associe-t-on ?

De quoi parle-t-on ?

Le Monde nous dit que le cap du million d'associations est franchi. Il faut nuancer.

Si on fait un graphique des créations d'associations, on voit une croissance très faible jusqu'aux années soixante et un accroissement très rapide depuis : 70 000 créations par an (toutefois, on ne sait pas combien il en meurt).

Ce chiffre d'un million rassemble toutes les créations, y compris les associations obligatoires (par exemple, la loi sur la chasse oblige de créer des ACCA) ou les associations créées pour simplifier certaines procédures (donc, de fausses associations créées par l'État). Beaucoup d'associations sont aussi des entreprises déguisées créées par facilité (pas forcément par mauvaises pensées).

Donc, il faut se méfier de ce que recouvre cette expansion.

D'autre part, il y a derrière cette multiplication, un autre phénomène : depuis les années soixante-dix, on voit la création d'associations de plus en plus spécialisées.

Exemple : le patronage ou l'amicale laïque faisait toutes sortes d'activités. Aujourd'hui, on crée des clubs spécialisés.

Cela veut dire deux choses :

• On se retrouvait autour de valeurs. L'appartenance aux associations était marquée par l'idéologie que l'on défendait : les clivages idéologiques de la société se retrouvaient dans les associations. Les créations spécialisées font que l'on se regroupe en fonction des activités pratiquées et non selon des idées.

• Il y a tendance à la professionnalisation. Plus les activités sont spécialisées, plus on a besoin d'animateurs professionnels. Plus le mouvement de professionnalisation s'accélère, moins les références communes sont importantes. Ce sont les références techniques qui priment. On peut voir les conflits que ça peut entraîner entre les bénévoles et les salariés.

Parallèlement à cette spécialisation, on observe un mouvement de défédéralisation.

Les grosses associations (amicale, clubs paroissiaux) sont reliées sur l'ensemble du territoire par une structure fédérative, elle-même enchâssées dans une « constellation idéopolitique ». La prépondérance de cette forme fédérative va être mise en cause à peu près au même moment (les années soixante). Cela tient à l'apparition du secteur socioculturel (donc à des raisons politiques).

On assiste donc à la création d'associations non reliées dans des structures verticales. Les associations sont de plus en plus reliées de façon horizontale. Ce sont des réseaux non hiérarchisés.

Conclusion de cette première partie : spécialisation et défédéralisation.

Qui s'associe ?

Les chiffres ne sont pas très fiables, pris en soi. Ils valent si on peut faire des comparaisons. Voici ce qu'il faut retenir dans les transformations du monde associatif :

• On s'associe d'autant plus qu'on a plus de moyens, qu'on a fait plus d'études, et qu'on appartient à une catégorie sociale élevée. Donc on s'associe plus quand on est bien inséré dans la vie sociale. L'inverse est vrai.

• La deuxième caractéristique, c'est la montée en puissance des retraités dans le monde associatif, depuis une vingtaine d'années (et cela s'accélère). C'est un phénomène massif qui tend à recouvrir un autre phénomène : la plupart des retraités reconvertissent des savoirs professionnels et techniques dans le bénévolat, ce qui ne va pas sans poser des problèmes face aux professionnels de l'animation.

Libération le remarque : l'équation sur laquelle a longtemps fonctionné le monde associatif : salarié = qualification. Bénévoles = non qualifiés, cela ne marche plus. De nombreux salariés des associations ne sont pas qualifiés. A l'inverse, de plus en plus de bénévoles sont très qualifiés. On n'a pas pris toute

la mesure de ce phénomène.

• Autre phénomène important, de moindre ampleur mais qui a démarré il y a plus longtemps : la progression des femmes dans le monde associatif. Globalement, les femmes sont encore moins parties prenantes sur une courte période ; cependant, sur la longue période, il y en a de plus en plus. On peut penser que dans une dizaine d'années, il y en aura autant que d'hommes. C'est un phénomène finalement aussi important que l'arrivée des retraités. En effet, depuis toujours, le monde associatif était un monde masculin (quelques exceptions : les associations féminines et, dans une moindre mesure, le secteur social qui était le prolongement du secteur domestique). Aujourd'hui, on trouve de plus en plus d'hommes dans le secteur social et on trouve de plus en plus de femmes dans les autres secteurs. Le modèle masculin, qui a été hégémonique, est en train de vaciller. Cela se retrouve dans la composition des conseils d'administration.

Si on regarde qui sont les responsables associatifs, on voit que la représentation des retraités et des femmes pose des problèmes. On sait que l'une des difficultés du monde associatif est le renouvellement des responsables. Or, ce qui caractérise les femmes du monde associatif, c'est qu'elles ont entre 30 et 50 ans. Il y a donc des conflits potentiels avec les retraités car le fonctionnement de ces deux types de personnes n'est pas le même. Habituellement, plus on monte dans la hiérarchie associative, moins il y a de femmes. Ce phénomène commence à être modifié également.

Remarque : on a étudié le cas de l'association Attac. On remarque que dans les comités Attac, ce sont souvent des femmes qui président. On s'aperçoit que ce n'est pas un hasard car elles semblent être en meilleure position pour résoudre les conflits provoqués par la présence de personnes venant d'horizons très

divers, ce qui est le cas dans cette association.

Si on additionne les deux phénomènes, on voit que les fonctionnements associatifs vont changer. Exemple : lors de nos premières études sur l'engagement, nous avons étudié une douzaine d'associations sur une moyenne période (environ trente ans). On a relevé deux indices intéressants :

• Quand les structures se réunissent-elles ? Avant, c'était le dimanche matin, puis on est passé au samedi après-midi, puis au samedi matin, puis en soirée en semaine, puis dans l'après-midi de semaine. On fait passer le temps associatif en recouvrement avec le temps professionnel et on préserve au mieux le temps personnel et familial.

• Durée des réunions : une séance de bureau passe de 2 h 45 à 1 h 30. Quand on regarde la séance il y a 40 ans (dans les années soixante), on voit qu'il y avait en plus le temps avant la réunion et le temps après la réunion. La réunion ne finissait jamais : c'était des réunions d'hommes. Lorsque les femmes arrivent, le temps se déplace et se contracte : cela commence à l'heure et cela dure moins longtemps.

Pourquoi fait-on de plus en plus d'associations ?

Pour une raison simple : la spécialisation déjà signalée.

Les points suivants ne sont pas fondés sur des chiffres très fiables. Quand, dans un même groupement, on pouvait faire toute sorte d'activités, ce n'était pas facile de compter le temps passé dans chaque activité. C'est plus facile d'apprécier le contenu des associations quand il y a spécialisation. Sinon, il faut faire appel à des artifices. D'autre part, que met-on derrière les termes activités sociales, activités de loisirs ?

On peut dire tout de même que deux phénomènes se conjuguent :

- Le poids considérable des activités sportives ne faiblit pas, même s'il y a plus de femmes et de retraités.
- Il semble (hypothèse) que si on regarde les créations d'associations qui tiennent le coup, globalement, on peut dire qu'hier on s'associait pour que demain soit meilleur, et qu'aujourd'hui on s'associe pour que demain ne soit pas pire qu'aujourd'hui.

Prenons trois types d'associations qui sont en expansion actuellement :

- Le social caritatif (Restos du coeur) : la misère du monde.
- L'international et l'humanitaire : faire en sorte que les équilibres mondiaux n'explorent pas.
- L'environnement, l'écologie : faire en sorte que la planète reste vivable.

Dans les trois cas, les combats qui sont menés, c'est essayer d'éviter que le monde soit plus mauvais demain, que les risques ne soient pas pires. Il y a renversement du régime temporel. Pendant des décennies, on s'est engagé pour avoir des jours meilleurs. L'idée du progrès a été le vecteur essentiel de l'engagement associatif. A travers la pratique de certaines activités, c'était un objectif de transformation sociale globale, à très long terme, qui était visé.

On ne se bat plus pour des jours meilleurs mais pour qu'aujourd'hui, maintenant, ici, la misère soit moins grande, l'agression contre l'environnement également... Il s'agit d'investissements dans le court et moyen terme, plus dans le long terme. Du même coup, ce qui est privilégié, c'est l'efficacité. S'intéresser prioritairement au court terme, ça a aussi des conséquences sur les fonctionnements associatifs.

Ca ne veut pas dire que les militants associatifs n'ont pas gardé des utopies de transformation sociale. Zebda dit qu'il faut avoir des utopies d'occas, qui peuvent servir tout de suite. Il y a l'idée que les moyens de la lutte ne demandent pas d'être indépendants des fins. Il y a, au contraire, articulation entre les moyens et les fins. C'est dû à la perception d'un monde à risque, d'un monde incertain. On espérait des situations meilleures pour ses enfants. Le mythe du progrès fonctionnait car la vie sociale réelle confirmait qu'on pouvait monter dans la hiérarchie sociale. Aujourd'hui, l'avenir de chacun est incertain.

Une enquête aux restos du coeur dans trois grandes villes de France montre qu'il y a trois grandes catégories de bénévoles :

- Les retraités issus de milieux moyens ou supérieurs qui réinvestissent leurs compétences.
- Des gens dont on ne sait pas de quel côté de la barrière ils sont. Ils peuvent distribuer les repas un jour et les recevoir un autre jour.
- Des jeunes étudiants en sciences dures, en écoles de commerce, des grandes écoles. On peut penser qu'il s'agit d'apprentissages d'activités futures ou pour mettre sur le Curriculum Vitae. Toutefois, massivement, ils affirment qu'ils s'investissent parce que : ça pourrait nous arriver... Ce sont des étudiants qui sont pratiquement assurés de trouver un travail à la sortie !!!

Comment s'associe-t-on ?

La façon d'arriver au bénévolat ou à la vie associative était très liée au milieu dans lequel on vivait. Sommairement, hier, si on était fils de, on entrait là où les parents étaient, dans leur sphère d'influence. Aujourd'hui, il y a un processus d'affranchissement à la fois géographique et politique.

Exemple : les enfants de familles « CGT-PC » peuvent militer au secours catholique et des enfants de la droite professionnelle CFTC peuvent militer au Secours populaire...

Cela caractérise le processus d'individuation qui traverse la société.

En 1950, une association, c'était l'arrivée de gens qui, globalement, étaient dans un milieu géographique qui recouvrait un milieu professionnel et qui recouvrait des appartenances idéopolitiques. C'était les facteurs déterminants. On se connaissait avant d'entrer dans l'association qui était aussi un lieu de sociabilité très important. Il y avait un système dans lequel les entre-soi étaient très importants : les petits nous, unis dans le système relié par la fédération formaient un grand nous. Cela compose une identité supérieure à celle qui serait formée par une seule association.

Aujourd'hui, les personnes qui s'associent ne viennent pas forcément du même endroit. Les individus qui les composent sont sortis de leurs systèmes d'appartenance. Du même coup, les individus prennent de l'importance : les rapports ne sont pas prédéfinis.

Cela va de pair avec une modification du système d'autorité. On fonctionnait avec la démocratie représentative. L'association fonctionne comme un microcosme du fonctionnement politique. C'est un système pyramidal par délégations successives d'autorité. Ce système fonctionne de moins en moins depuis les années soixante-dix (1968 a été un révélateur) :

- Idée de démocratie participative : tout le monde a le droit de participer à la décision. On ne délègue pas sa voix. Idée de contre-pouvoir de l'ensemble des adhérents par rapport aux élus responsables. On pourrait en faire l'historique dans le fonctionnement politique. Cela va de pair avec l'idée de société civile : la société civile peut aussi participer au pouvoir, elle a son mot à dire dans le fonctionnement quotidien de la vie démocratique.
- Deuxième mouvement : le parler en nom propre : il me semble qu'une des bases du fonctionnement de la vie politique de notre pays, bien symbolisée par la notion de citoyen, c'est l'idée que, pour participer à la vie publique, je dois taire mes intérêts privés. Le citoyen est capable de parler de la chose publique s'il ne mêle pas ses intérêts personnels. Le moi est haïssable. Le modèle, ce sont les sociétés maçonniques : on se dépouille de ses appartenances à l'entrée. On ne fait que discuter en raison de la chose publique (les révolutionnaires ou les philosophes comme Kant ont dit que l'idée de citoyenneté n'est pas compatible avec l'idée de vie privée). Or, les femmes et les domestiques étant en situation de dépendance, ils ne peuvent pas voter. De même, le suffrage censitaire s'inspire de cette idée : ne peuvent participer à la chose publique que ceux qui n'ont pas tendance à mêler des intérêts privés. On assiste à un changement progressif des rapports entre privé et public : les émotions, les affects, les sentiments ont droit de cité.

Des travaux montrent ces tendances :

- Les mouvements de patients (malades du sida) : ils convertissent un pâti en agir, une souffrance en revendication publique. Ils renversent les stigmates. Ils se requalifient eux-mêmes.
- Tous les mouvements des sans sont sur le même registre. La théorie disait que ces gens n'avaient pas les moyens de se mobiliser. Ils montrent le contraire. Un des moyens de mobilisation, c'est le témoignage. Or, rien n'est plus privé que le témoignage.

Affaiblissement de la démocratie représentative, augmentation de la démocratie participative, parler en nom propre sont les trois tendances actuelles qui caractérisent les moyens utilisés pour s'associer.

Conclusion

On est dans une situation très compliquée, dans une sorte de carré impossible. D'un côté, on a, lié au monde incertain et à l'affaiblissement de l'idée de progrès, la nécessité d'agir efficacement. En même temps, le fonctionnement habituel des associations, c'est la démocratie représentative.

L'arrivée de la démocratie participative (tous participent) et du parler en nom propre est difficile à concilier.

Chaque association résout le problème à sa façon. L'objectif d'efficacité étant posé, chacun adapte son fonctionnement. La démocratie représentative est contestée ; pourtant c'est elle qui est le plus à même de répondre à l'exigence d'efficacité. Aujourd'hui, là où on avait un modèle, on a une indétermination sur les modalités de fonctionnement.

DEBAT :

Question : c'est la même chose dans les syndicats. On est dans une logique de défense d'intérêts privés au dépens des structures qui voulaient créer un certain compromis social. N'est-ce pas l'américanisation progressive de la démocratie ? On en vient peut-être à un affrontement civil suite à la perte de valeur.

JJ : il ne faut pas idéaliser le passé même s'il y a un mouvement qui ressemble à cela. Par exemple, le fonctionnement ancien était fondé sur l'exclusion des femmes et la tenue en laisse des jeunes par les mouvements d'éducation populaire. On peut retrouver des organisations verticales hors des coordinations. Par ailleurs, ce n'est pas seulement de défense des intérêts privés dont il s'agit. L'exemple le plus décrit aujourd'hui, c'est celui du mouvement NIMBY (Not In My Back Yard - Pas dans mon jardin).

Ce sont des associations de défense des riverains. On a commencé à travailler sur ce phénomène. Mon hypothèse, c'est qu'il y a de la politique dans les NIMBY. On s'aperçoit que pour exister, il leur faut se regrouper. Les situations concrètes des personnes qui s'engagent sont très différentes. Par exemple, les personnes mobilisées contre l'A 45 n'ont pas toutes les mêmes statuts sociaux : elles devront trouver un langage commun (alors qu'avant, elles ne parlaient pas), le bon interlocuteur (apprentissage du fonctionnement du pays), le bon technicien (DDE, etc). Il y a donc de nombreux apprentissages dans ces bagarres et les membres de ces associations sont amenés à poser des questions d'intérêt général derrière leurs questions d'intérêt privé. Ils poseront par exemple les questions de la route ou du rail, du transport des aliments sur de longues distances. Finalement, ils font de la politique. Il est intéressant de noter que, à partir du moment où il y a une association, il faut trouver un langage commun.

Ceci dit, il est vrai que les nouvelles organisations ne facilitent pas la politisation. Dans l'ancienne organisation, il y avait hiérarchisation des engagements : le militant associatif était en dessous du militant syndical, lui-même en dessous du militant politique. Ce type d'organisation permettait les promotions individuelles. Cette façon de faire permettait la remontée des revendications du bas vers le haut. Il fallait avoir le plus de monde possible pour porter les revendications et les faire remonter vers le haut. Aujourd'hui, la montée en généralisation passe par un autre biais : le témoignage relayé par les médias est aussi très efficace.

Question : qu'en est-il des associations qui gèrent des fonds publics ?

JJ : ce sont de moins en moins des associations mais de plus en plus des délégations de la puissance publique. On peut s'interroger sur les transformations des modes de gouvernement depuis une trentaine d'années. La montée des financements par projet et l'abandon des subventions générales de fonctionnement ont fait avaliser des projets par la puissance publique et non plus seulement par les élus associatifs. Le fonctionnement associatif devient un leurre s'il se contente de monter des projets et de signer des conventions avec les collectivités locales. C'est aussi dû à la défédéralisation et à la décentralisation. Le jeu triangulaire qui permettait aux associations de faire jouer l'État contre le local est de moins en moins vrai. Il faut tout de même se poser la question du fonctionnement associatif dans ce domaine.

Question : et si les professionnels se montent en associations ?

JI : dans le monde de l'éducation spécialisée, les PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse) sont mieux à même de défendre leurs intérêts que les éducateurs du Conseil général.

Dans le secteur social, quelle que soit l'ampleur de la professionnalisation, les professionnels sont en situation d'être concurrents des politiques dans la représentation des personnes dont ils s'occupent. Donc, en même temps, la légitimité appartient aux élus, en même temps, les travailleurs sociaux sont tentés d'essayer de représenter les personnes dont ils ont la charge car ils n'ont pas de représentants. C'est leur place professionnelle qui leur permet de dire ce que personne ne dit à leur place.

Question : une question au sujet de l'éloignement qui se produit entre les membres

des associations et les équipes qui s'en occupent. Exemple : dans une association familiale regroupant 120 adhérents, une trentaine de personnes seulement participent à l'assemblée générale et disparaissent le reste du temps. C'est pire dans les mutuelles. Il y a délégation à l'extrême... On finit par croire que c'est une administration.

JI : on n'évitera jamais l'écrémage entre la base et le sommet. Je n'ai pas de solution.

Question : c'est le cas général des associations qui rendent des services.

JI : il me semble que quand l'association n'a comme seule mesure que la qualité des services qu'elle rend, elle peut se demander si elle ne doit pas se transformer en structure économique.

Question : on diabolise l'adhérent consommateur mais que fait-on pour parler des valeurs associatives aux adhérents qu'on va chercher ? Une des manières de se défendre du clientélisme, c'est de multiplier les formes d'adhésions, les financeurs, l'offre de service, etc.

JI : on peut penser que les gens ne s'engagent plus naturellement. Ils s'engagent moins longtemps qu'auparavant (on restait à vie dans une association) mais, pour autant, ils peuvent être consommateurs dans une association mais acteurs dans une autre association.

C'est une des caractéristiques des associations d'aujourd'hui : on est multicartes.

Question : vous parlez de volontariat, d'engagement plus libre aujourd'hui qu'avant.

Je pense que les gens sont aussi influencés par les médias, par des personnes autour d'elles.

JI : je suis complètement d'accord. Ils sont seulement moins dépendants des systèmes d'ancrages traditionnels. Ils sont cependant dépendants d'autres ancres. Les gens ne sont pas des blocs socioculturels prédéterminés. C'est neuf par rapport à la situation antérieure.

Question : on se sert peut-être de cette dimension de blocs pour faire penser que les gens sont plus libres qu'avant ?

JI : il y a un débat de fond. Vous postulez que certains acteurs sont plus libres que d'autres ?

Question : Oui. Quelque chose rejoint un système où on met cela en avant pour gommer les différences de classes.

JI : Louis Chauvel, sociologue, dit que jamais les inégalités n'ont été aussi fortes qu'aujourd'hui. On peut parler d'augmentation des écarts mais jamais le sentiment d'inégalité n'a été aussi faible. Cela veut dire qu'il n'y pas de correspondance entre les situations socio-économiques et les expressions sociales et politiques. Il y a autonomie de l'expression politique par rapport à la réalité. Il faut s'abstenir de penser de façon unidéterminée. Sinon, il n'y a plus de jeu possible. Or le monde social évolue. Si on pense façon unidéterminée, on est dans le déterminisme absolu et le monde fonctionne dans la

reproduction. Si on admet qu'il peut y avoir un changement dans nos sociétés, on doit dire qu'il n'y a pas reproduction absolue.

Question : pourtant, certains changements sont des leurres. Si l'université s'ouvre, c'est toujours les plus favorisés qui ont les meilleurs diplômes.

JI : Stéphane Beaud, autre sociologue, a publié des entretiens qu'il a eus avec un jeune d'origine maghrébine. C'est un bouquin passionnant. Dans un livre précédent, Retour sur la condition ouvrière, il montre comment les fils d'ouvriers de Montbéliard font tout pour ne pas être assimilés à la condition ouvrière alors qu'ils sont dans des conditions plus défavorables que leurs parents. Cela veut dire que les façons dont les gens se représentent les choses, les modalités de socialisation se transforment.